



Après 12 ans de guerre en Syrie, l'économie syrienne est en ruine.



20 000 à 30 000 jihadistes sont présents en Syrie, mais beaucoup d'entre eux vivent de nombreuses minorités dans les Alawites pro-Bachar.

INTERNATIONAL

Syrie : la menace de l'islamisme radical

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, le peuple syrien est partagé entre espoir d'un renouveau et la crainte que leur pays tombe aux mains d'un islam radical marginalisant le droit des femmes. Le rôle joué par les jihadistes, à l'origine du renversement du régime, est scruté de près par la communauté internationale.

Debarasse de son tyran, le peuple syrien en a eu plus qu'il ne fallait de la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre. Alors que l'espoir d'un renouveau floreate dans les rues, les craintes d'un déstabilisation du pays sont bel et bien réelles. En effet, les jihadistes qui composent la coalition de rebelles combattent pas seulement Bachar Al-Assad, ils visent aussi à imposer un régime islamique radical. Des combats sporadiques se déroulent dans le sud du pays contre les pro-Assad, dans la région alawite, une province qui représente 12 % du pays. Dans la capitale, Al-Jdidi, rebaptisée Damas, les jihadistes ont installé des unités militaires pour la crainte de voir le pays tomber sous le joug d'un régime islamique radical.



Les forces de sécurité syriennes, sous le contrôle du gouvernement de transition, menent la parade dans une rue de la capitale Damas. Le 24 décembre 2024. AFP

« Des risques d'opérations de déstabilisation, mais pas de califat »

Les services de renseignement français, pour l'Etat, le monde occidental et le Moyen-Orient. L'exportation du conflit irako-syrien, la présence américaine en Irak ou les frictions occidentales en Syrie, après 2011, ont toujours été justifiées par un renouveau de la situation. Aujourd'hui, le risque d'actions terroristes, en Europe, reste faible. En revanche, le basculement syrien est perçu comme une restriction des libertés de l'Etat et de la population. Mais contrairement aux années 2010, il n'y a pas de risque de déstabilisation de la coalition. « C'est un risque de déstabilisation de la coalition, mais pas de califat », dit l'analyste de l'Institut de la Défense et de la Sécurité internationale de la Défense nationale, Jean-François Lelièvre.

Les services de renseignement français, pour l'Etat, le monde occidental et le Moyen-Orient. L'exportation du conflit irako-syrien, la présence américaine en Irak ou les frictions occidentales en Syrie, après 2011, ont toujours été justifiées par un renouveau de la situation. Aujourd'hui, le risque d'actions terroristes, en Europe, reste faible. En revanche, le basculement syrien est perçu comme une restriction des libertés de l'Etat et de la population. Mais contrairement aux années 2010, il n'y a pas de risque de déstabilisation de la coalition. « C'est un risque de déstabilisation de la coalition, mais pas de califat », dit l'analyste de l'Institut de la Défense et de la Sécurité internationale de la Défense nationale, Jean-François Lelièvre.

Le casse-tête des enfants de jihadistes français

La chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre, fait passer de la déstabilisation à la reconstruction du pays. Les soldats de l'Etat islamique (EI), gravement blessés par les troupes pro-Assad, dans la province de Hama, ont été envoyés en Turquie. Hayat Tahiri al-Sham (HTS), une coalition de rebelles, a pris le contrôle de la capitale Damas, le 24 décembre 2024. AFP

Une femme porte un enfant dans le camp d'Al-Hadi, dans le gouvernorat d'Al-Jdidi, le 25 juillet 2015. AFP

Arkan qui est toujours opposé à leur rapatriement. Au grand dam de plusieurs associations françaises dont Avocats sans frontières France (ASFF). Pour ces responsables, ces familles et ces enfants sont confrontés à un réel danger. « C'est un risque de déstabilisation de la coalition, mais pas de califat », dit l'analyste de l'Institut de la Défense et de la Sécurité internationale de la Défense nationale, Jean-François Lelièvre.

« Pour le nouveau régime, la priorité est la réconciliation nationale »

Alors que la Syrie est en pleine reconstruction, trois semaines après la chute historique de Bachar Al-Assad, le nouveau pouvoir fait face à de grands défis : réconcilier la nation et rassurer la communauté internationale sur la menace jihadiste. « Des choix stratégiques complexes à venir », selon Gilles Kepel.

Gilles Kepel, politologue, spécialiste du monde arabo-musulman

« Une coalition de rebelles pour renverser Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. AFP »

Quelles sont les priorités pour le nouveau régime en Syrie ?

« Les membres du groupe de rebelles de l'opposition syrienne font un rassemblement pour annoncer le début de la campagne de répartition de la capitale Damas. Le 26 décembre 2024. AFP »

« Une coalition de rebelles pour renverser Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024. AFP »

« Les membres du groupe de rebelles de l'opposition syrienne font un rassemblement pour annoncer le début de la campagne de répartition de la capitale Damas. Le 26 décembre 2024. AFP »

« Les membres du groupe de rebelles de l'opposition syrienne font un rassemblement pour annoncer le début de la campagne de répartition de la capitale Damas. Le 26 décembre 2024. AFP »

Éditorial
par Dominique Delpioux

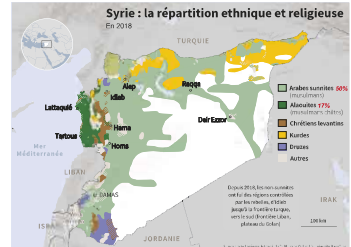
Théorie du chaos

Une information au départ d'un phénomène apparemment insignifiant peut entraîner des conséquences totalement imprévisibles. C'est ce que l'on appelle la théorie du chaos, qui souligne à quel point les systèmes complexes sont imprévisibles. Ce sont ces petits détails qui peuvent faire la différence entre un succès et un échec. La Syrie est en ce moment un exemple parfait de ce phénomène. Depuis le début de la guerre, le pays est en proie à une instabilité croissante. Les combats se poursuivent, les infrastructures sont détruites, et des milliers de personnes ont été déplacées. Mais ce qui est le plus inquiétant, c'est que les tensions entre les différents groupes armés continuent de s'accroître, ce qui pourrait entraîner une nouvelle phase de violence.

« C'est un risque de déstabilisation de la coalition, mais pas de califat », dit l'analyste de l'Institut de la Défense et de la Sécurité internationale de la Défense nationale, Jean-François Lelièvre.

« C'est un risque de déstabilisation de la coalition, mais pas de califat », dit l'analyste de l'Institut de la Défense et de la Sécurité internationale de la Défense nationale, Jean-François Lelièvre.

Publicité pour la Dépêche, incluant des offres d'abonnement et des informations sur les services offerts.



Des opérations contre des groupes pro-Assad

Les nouvelles autorités syriennes ont lancé jeudi des opérations contre des milices pro-Assad basées à Hama. Ces opérations visent à éliminer les groupes armés qui soutiennent le régime déchu. Les forces gouvernementales ont mené des combats acharnés dans la région, entraînant des pertes humaines et matérielles. Les milices pro-Assad ont tenté de résister, mais ont été finalement vaincues. Ces opérations sont une étape importante dans la reconstruction du pays et la réconciliation nationale.